

Comment les élus locaux utilisent l'argent des contribuables français

À elles seules, les dépenses de prestations sociales, dont le RSA, ont représenté 819 euros par habitant en 2020.

MANON MALHÈRE [@ManonMalhere](#)

FISCALITÉ LOCALE Impôts locaux, dotations de l'État... Comment est utilisé l'argent des Français par les élus locaux ? Avec quelque 250 milliards d'euros de dépenses engagées chaque année par les collectivités locales – près de 280 milliards en 2021 –, la question se pose d'autant plus aujourd'hui que l'exécutif entend solliciter les territoires pour redresser les finances publiques.

Sans surprise, les prestations sociales pèsent le plus lourd. En 2020, alors que les dépenses de l'ensemble de toutes les administrations publiques locales (régions, départements, communes...) ont représenté près de 4 000 euros par habitant, le poste consacré à l'action sociale – incluant le revenu de solidarité active (RSA) – est arrivé en tête, avec 819 euros par habitant, selon une note de François Ecalte, l'expert en finances publiques et fondateur du site Fipeco. Les services généraux, qui englobent les fonctions supports, tels les services financiers, les ressources humaines, la communication ainsi que la gestion administrative, comme l'état civil, restent également très élevés : 645 euros par habitant. Vol

ment, les « transports, routes et voiries », dont les transports ferroviaires, ainsi que « l'enseignement, la formation et l'apprentissage ».

Situation favorable en 2022

Cette note alimentera un peu plus la réflexion du gouvernement, qui, comme promis par Emmanuel Macron durant la campagne présidentielle, prévoit de demander un effort financier de 10 milliards d'euros d'ici à cinq ans aux collectivités locales pour contribuer au désendettement du pays.

Car, si l'Etat a supporté la quasi-totalité du coût de la crise du coronavirus, les territoires ont globalement bien résisté, et leurs finances sont en bonne santé, selon les récents rapports de la Cour des comptes et de l'Agence France locale (AFL). En dépit du contexte économique, incertain avec l'inflation, Bercy anticipe aussi que leur situation devrait « rester favorable » cette année avec des recettes réelles de fonctionnement qui ont déjà progressé de 4,8 milliards d'euros sur les cinq premiers mois par rapport à la même période l'an dernier.

Mais, on s'en doute, le sujet est très sensible. Et le tour de vis promis par Emmanuel Macron ne manque pas de susciter de vives inquiétudes du côté des élus locaux. ■



En 2020, l'ensemble des dépenses de toutes les administrations publiques locales (régions, départements, communes...) ont représenté près de 4 000 euros par habitant.

Pour 2021, les données n'ont pas encore été consolidées, mais nul doute que les résultats seront similaires. La répartition de l'utilisation des deniers publics par échelon local, qui lui est déjà disponible, offre d'ailleurs un éclairage très instructif. L'an dernier, les dépenses des communes ont ainsi représenté

1 530 euros par habitant, dont pas moins de 452 euros consacrés aux seuls « services généraux » et 270 euros dédiés aux activités culturelles, sportives, à la vie sociale et à la jeunesse. Les actions menées par les intercommunalités reviennent, quant à elles, à 552 euros par habitant.

Côté départements ensuite, le coût des différents postes a atteint 1 079 euros par habitant l'an dernier, dont 645 euros pour les seules prestations sociales, dont 176 euros pour le RSA.

Enfin, en ce qui concerne les régions, chaque habitant a déboursé 518 euros pour financer, notam-